



1<sup>er</sup> mai 2017

# ARTICLE IDENTITÉ ET CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

MATHILDE VOISIN, AFONSO OLIVEIRA ET JAVIER CARRACEDO VICENTE



« *La démocratie n'a d'avenir qu'autant qu'elle a une histoire, comme un arbre n'a d'avenir que par ses racines* ». <sup>1</sup>

Si Robert Schuman, démocrate-chrétien, affirmait autrefois que la construction européenne tenait sa source d'une vivante spiritualité, aujourd'hui, c'est une Europe sans conviction qui se construit. Une Europe qui manque de valeurs, d'intérêts et de principes collectivement reconnus. La crise identitaire en Europe est multiforme, et pour la résoudre, il nous faut réaffirmer l'unité de nos valeurs, issues d'un commun héritage.

Or, l'Union européenne a du mal à faire resurgir des valeurs du socle commun qui, loin de dresser des murs, viseraient à unir les peuples par le partage de l'histoire. À cet égard, Valéry Giscard d'Estaing prônait dans le projet de Constitution européenne l'inspiration des héritages culturels, religieux et humanistes. C'est le projet repris par Eric Le Boucher, qui affirme qu'il « *faut réaffirmer nos valeurs intrinsèques et bâtir un modèle mariant innovation et redistribution* » <sup>2</sup>. En l'occurrence, la spiritualité judéo-chrétienne, la philosophie gréco-latine et l'humanisme issus des Lumières sont les racines qui permettraient à l'arbre européen de refleurir. Cependant le relativisme éthique doublé de l'absence de repères historiques nous amènent aujourd'hui à une déculturation qui remet en question le projet européen. Ainsi, comme le souligne Philippe Herzog « *la faiblesse de notre cadre démocratique est indissociable de cette crise de la culture* ».

Comment pouvons-nous réagir à cette angoisse identitaire ? Face à la montée du populisme, l'avenir que nous devons construire en commun nous impose de faire de l'éducation un outil fondamental afin de retrouver une mémoire historique. De fait, la méconnaissance d'autrui, les mémoires qui divisent sont des failles majeures de l'Europe d'aujourd'hui. La culture rendrait possible cette union dans la diversité. Le

---

<sup>1</sup> René LEJEUNE, *Robert Schuman : La politique, chemin de sainteté*, Editions Fayard, 2000, pp. 225-226

<sup>2</sup> Eric LE BOUCHER, *Il faut recommencer l'Europe par la culture*, in Slate.fr, 01-04-2017, in <http://www.slate.fr/story/142466/recommencer-leurope-par-la-culture>

défi est de privilégier une approche ouverte et critique de l'Histoire liant les différentes identités nationales et européennes. Le manuel d'histoire franco-allemand, prôné par Philippe Herzog, est une réussite qui accompagne celle de la Commission Conjointe Allemande et Polonaise. À cet égard, le rapport du Parlement Européen «*La mémoire historique européenne : politiques, défis et perspectives*»<sup>3</sup> publié en 2013, est extrêmement éclairant.

Cependant, même si les enjeux d'identité et de mémoire historique européenne sont primordiaux, il convient de contribuer à définir ce que recouvre la citoyenneté européenne. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt avaient déjà mis en avant une Europe des citoyens en 1974 dans laquelle les ressortissants européens auraient des droits spécifiques et les euro-parlementaires seraient élus au suffrage universel direct. Le projet d'une Europe politique aboutira avec le Traité de Maastricht en 1992, auquel le président espagnol Felipe González a largement contribué avec le mémorandum «*Vers une citoyenneté européenne*» de 1990<sup>4</sup>. Les ressortissants européens désormais jouissent de droits comme le droit de séjour et de circulation ou le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes dans l'État membre de résidence.

Pourquoi l'école ne joue-t-elle pas le rôle essentiel dans la création du sentiment d'appartenance à la nation qu'elle a jouée au XIXème dans tant de pays européens, et en particulier la France ? Bien évidemment, l'idée serait non pas de supprimer l'identité nationale à l'école, mais plutôt d'intégrer une dimension européenne plus importante dans les cursus. En véhiculant l'appartenance, dans un esprit de débat d'idées et de liberté, lui-aussi intrinsèque à la construction démocratique européenne, l'on pourrait ainsi faire de chaque enfant un futur citoyen européen. Il faut souligner dans ce domaine des actions telles que le programme

---

<sup>3</sup> Markus J. Prutsch pour la Direction Générale des Politiques Internes, «*La mémoire historique européenne : politiques, défis et perspectives*», 2013, in [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/513977/IPOL-CULT\\_NT\(2013\)513977\\_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/513977/IPOL-CULT_NT(2013)513977_FR.pdf)

<sup>4</sup> Cité par Luuk van Middelaar et Daniel Cunin, *Le passage à l'Europe: Histoire d'un commencement*, Éditions Galimard (2014)

Europe à l'école, menée par les Jeunes Européens depuis 1999, et aujourd'hui parrainé par le Ministère de l'Éducation nationale. N'en déplaise à l'extrême-droite, la question des langues étrangères est également pertinente, au vu de la diversité linguistique qu'est celle de l'Europe: comment se comprendre à 27 autrement? Il est donc urgent de renforcer l'apprentissage progressif des langues dans nos systèmes éducatifs nationaux. Malheureusement, jusqu'alors très peu d'actions concrètes visant la promotion du multilinguisme n'ont été prises. Pourquoi ne pas utiliser une infime partie du budget de traduction de la Commission et pousser le Centre Européen pour les Langues Vivantes à créer un programme d'apprentissage de langues en ligne européen.

Depuis Maastricht, les programmes en faveur de la citoyenneté ont été largement accrus, notamment dans le domaine de l'éducation, de la participation politique et de l'engagement civique. En ce qui concerne l'éducation, le programme Erasmus est l'un des plus grands succès européens. Créé en 1987, la Commission Européenne a augmenté le budget d'Erasmus+ de 40% - dans la période 2014-2020 pour y inclure séjours en Master et stages<sup>5</sup>. Or, pourquoi ne pas développer un Erasmus des associations qui permettrait, au-delà des étudiants ou apprentis, de faire participer les citoyens les plus engagés dans les ONG ? De surcroît, rien n'empêche l'UE de s'engager encore davantage dans l'éducation à la citoyenneté européenne, en accompagnant l'action des États Membres en faveur par exemple de la création de manuels d'histoire commune. Finalement, le projet très abouti de la chaîne TV franco-allemande ARTE devrait inspirer des nouvelles stratégies visant à une éducation européenne par l'audiovisuel.

Autre point notable, dans le volet de la participation politique : le droit de vote aux élections locales et européennes, qui a indéniablement encouragé un sentiment d'appartenance et d'inclusion politique. L'Initiative Citoyen Européen constitue un outil d'émancipation important. Par ce biais, l'on envoie un message fort : les enjeux

---

<sup>5</sup> Commission européenne, *Erasmus+ : Guide du Programme*, in [http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/sites/erasmusplus/files/files/resources/erasmus-plus-programme-guide\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/sites/erasmusplus/files/files/resources/erasmus-plus-programme-guide_fr.pdf)

démocratiques nous concernent tous. Par ailleurs, au regard de l'importance que les jeunes donnent à l'avenir de l'Europe, il faut souligner des initiatives comme the European Youth Event à Strasbourg ou, bien plus modeste, le U18GoesEurope en Allemagne pour la prise de conscience politique des jeunes âgés de 16-18 ans.

Pour qu'une citoyenneté européenne soit bâtie de façon durable, il est nécessaire que se développe un véritable engagement civique des européens, à même de renforcer les liens entre Européens, de mobiliser la société civile mobilisée. À cet égard, il est important de mentionner l'European Citizen Action Service, fondé par Tony Venables, ou bien l'European Solidarity Corps, créé en 2017, qui promeut l'engagement civique des jeunes dans les nombreux projets partenaires. Finalement, le tissu associatif pro-européen est d'autant plus important qu'il mobilise l'identité européenne face au populisme. En l'occurrence, outre les Jeunes Européens Fédéralistes, il convient de citer l'initiative Pulse of Europe, créée à Francfort fin 2016 et qui rassemble chaque dimanche des citoyens dans les principales villes européennes pour affirmer l'identité européenne face au populisme.

Enfin, pour bâtir un sentiment d'appartenance commun, il est indispensable de nourrir le lien social qui existe entre les citoyens européens en leur faisant découvrir la richesse de leur continent, au-delà des frontières nationales. Si d'anciens parcours tels que le Chemin de Saint-Jacques de Compostelle ont jadis permis le rapprochement des peuples par le pèlerinage, pourquoi ne pas les redynamiser sans l'aspect religieux ? Le succès indéniable de programmes tels qu'Interrail (aujourd'hui au centre d'une proposition du PPE au Parlement Européen qui vise à récompenser chaque jeune européen avec un billet gratuit lors de son dix-huitième anniversaire) ou son versant écologique, Eurovélo 6, associés à la force du projet Erasmus, prouvent que l'engagement européen doit se bâtir par la rencontre avec l'autre. En plus de ces parcours physiques, l'on pourrait également imaginer d'autres, dématérialisées, liant par exemple les départements de recherche universitaires, les réseaux associatifs ou encore les institutions culturelles existantes.

Il est donc urgent aujourd'hui de bâtir une identité européenne à laquelle les citoyens européens puissent se référer. Tout en prenant appui sur l'immense héritage culturel, religieux et humaniste européen, l'Europe des Traités pourrait ainsi se débarrasser de son visage poussiéreux et apparaître comme une Europe de la mobilité et de l'éducation, promotrice de paix, garantissant un monde meilleur.

### Zoom sur le Portugal.

Le Portugal d'aujourd'hui est une singularité en Europe. Au sein d'un continent questionnant les bienfaits des acquis européens, hanté par les voix populistes, le Portugal demande plus d'intégration, des frontières plus ouvertes dans une Europe qui se veut plus sociale, plus citoyenne et moins économique. Même si certaines propositions restent à être précisées (telles que celle de créer une zone de libre-échange avec les nations de la Communauté des Pays de Langue Lusophone), le contraste reste saisissant. Expliquer cette singularité nécessite non seulement d'appréhender le contexte politique et économique actuel, mais aussi de comprendre le rôle des principaux faiseurs d'opinion dans le débat national.

Après une longue période où le débat public était quasi-uniquement centré sur le soutien ou le rejet des politiques d'austérité mises en place en 2011 par le gouvernement Passos Coelho (PSD, centre-droite), en accord avec la Troïka (FMI, BCE, CE), le retour de la gauche au pouvoir a signalé une réouverture des grands débats. Le gouvernement de António Costa (PS, gauche modérée) est à la tête d'un pays en reprise économique : après 2 ans de récession et 3 années de croissance morose, on prévoit 1.7% de croissance du PIB pour 2017, un chiffre élevé dans le contexte de la zone euro. Le débat est aujourd'hui centré sur les questions d'emploi et de formation (augmentation du salaire minimum, hausse des investissements dans la culture et la formation etc.). Les inquiétudes face à la désagrégation du marché commun sont aussi importantes, étant donné que le pays a une forte partie de sa population émigrée en Europe (600 000 uniquement en France). Le consensus général est donc non pas qu'il faut quitter l'Europe mais plutôt la réformer.

L'idée de remise en question du système prend donc une tournure différente au Portugal, loin de l'anti-intellectualisme qui a imprégné les débats politiques

américains, britanniques ou encore français. Les éditorialistes, tels que Judite de Sousa ou José Rodrigues de Sousa (également un romancier à succès) se partagent l'espace public (et l'opinion publique) avec des commentateurs politiques à cheval entre les médias et le gouvernement, tels que l'ancien Premier-ministre José Sócrates ou l'ancienne ministre des Finances Manuela Ferreira Leite. Le format de la *Tribute*, particulièrement lue, reste dominée par une poignée de grands acteurs, tels que le « fact-checker » Fernando Esteves ou encore Ricardo Araújo Pereira, un ancien humoriste connu par ses textes incisifs et provocateurs.

L'antieuropéanisme est loin de convaincre, puisque sortir de l'Europe est perçu comme un auto-sabotage : malgré ces défauts, l'Europe reste perçue comme ayant contribué à la démocratisation et à la prospérité du pays, après les 40 ans de misère et autoritarisme de l'Estado Novo. C'est ainsi que s'explique une particularité significative du système politique portugais, unique en Europe : l'absence d'une extrême-droite organisée. L'opposition anti-européenne est plutôt menée par la CDU (formation d'extrême gauche comprenant le PCP et le parti des Verts) et son très charismatique leader Jerónimo de Sousa, seul vrai soutien à l'idée d'une sortie de la zone euro (la sortie de l'UE elle-même n'est défendue par aucun parti ou grand commentateur national). En outre, il y a un consensus national ancré à gauche sur les grandes questions sociales qui aujourd'hui secouent de nombreux pays d'Europe : mariage et adoption homosexuelle (légal depuis 2011), avortement (légal sous toutes les formes depuis 2007), accueil des migrants, etc.

La contestation des élites s'exprime ainsi plus par la percée d'indépendants dans les élections nationales (tels que Rui Moreira à la tête de la Mairie de Porto) que par les discours politiques. L'actuel Président de la République, dont la cote de popularité atteignait l'année dernière des records dignes d'un Kim Jong-Un en Corée du Nord (97% encore en novembre dernier selon le baromètre de l'Universidade Católica<sup>6</sup>), s'est en effet présenté en tant qu'indépendant, même s'il disposait du

---

<sup>6</sup> Cité par Público, *Sondagem: PS perto da maioria absoluta. Marcelo com recorde de popularidade*, 25-11-2016, <https://www.publico.pt/2016/11/25/politica/noticia/sondagem-coloca-ps-perto-da-maioria-absoluta-1752536>

soutien tacite du PSD (centre-droite). Loué pour son esprit de consensus et son approche de la cohabitation, le Président Marcelo a su se montrer très proche du peuple après son élection : si la notoriété médiatique aide à être élu, elle n'est toujours pas suffisante pour gouverner.

## Zoom sur l'Espagne.

### Les *opinion-makers*

L'Espagne offre son soutien indéfectible à l'Europe, un projet qui lui a permis de parachever son modèle démocratique. Or, la crise économique et l'austérité mise en place depuis Bruxelles a encouragé la critique à son égard et la méfiance envers le monde de la finance, la troïka ou le gouvernement allemand. Malgré l'essor des mouvements contestataires et le populisme de gauche de Podemos, l'appartenance à l'Europe et à l'euro n'est pas mis en question.

Le principal mouvement de contestation, les Indignados, a rassemblé ses sympathisants à la Puerta del Sol à Madrid dès mai 2011. Ces hommes et ces femmes ont été inspirés par les propos de Stéphane Hessel dénonçant les inégalités et l'affaiblissement de l'héritage social européen de l'après-guerre. Les Indignados s'insurgent contre la troïka, la dérégulation financière et la mise à l'écart des couches populaires. Parmi eux se trouvent des intellectuels et économistes de renom, comme le professeur José Luis Sampedro (1917-2013) qui a écrit la préface du livre de Stéphane Hessel *Indignez-vous* et a publié un Manifesto la veille des émeutes du 15-M sur le site du mouvement « Democracia Real Ya ». Sa pensée théorique va au-delà de l'économie. Sampedro critique plus particulièrement le fossé entre les valeurs européennes et notamment la politique migratoire menée à l'époque par le gouvernement Fillon.

Parmi les anciens élèves de José Luis Sampedro, on pourrait citer Alberto Garzón, tête de liste du parti Izquierda Unida aujourd'hui proche de Podemos. Troisième force politique du pays, après une percée remarquable, Podemos prône aujourd'hui une sorte d'internationalisme avec l'appui de différents mouvements de

gauche contestataires européens dont le Bloco de Esquerda au Portugal, Syriza en Grèce ou encore La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon. D'autres soutiens proviennent du Royaume Uni : Owen Jones, journaliste au Guardian, a été très présent lors des élections espagnoles. En termes généraux, le socle idéologique qui inspire ces mouvements est le populisme de gauche de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, encadré à la fois par le concept d'hégémonie culturelle d'Antonio Gramsci.

Le renouvellement de la politique espagnole n'est pas uniquement représentée par Podemos, le centre-libéral de Ciudadanos joue un rôle également notable. Sa percée est d'autant plus remarquable qu'il est, avec le mouvement En Marche, l'un des rares partis libéraux et fédéralistes du sud de l'Europe. Soutien du mouvement d'Emmanuel Macron, Ciudadanos se dit inspiré des mouvements existants dans le nord de l'Europe voire du centre réformiste du MoDem de François Bayrou. Luis Garicano, professeur d'université à la LSE, et gourou du programme économique, a été désigné vice-président du groupe politique du Parlement Européen ALDE. De surcroît, il faut rappeler que le courant fédéraliste européen en Espagne a historiquement des racines de gauche. En conséquence, Ciudadanos parvient aussi à attirer des fédéralistes européens issus du socialisme espagnol.

Aujourd'hui, l'identité européenne est plus présente que jamais en Espagne et le gouvernement vise à faire de l'Europe un volet essentiel de sa politique. Outre la participation dans le sommet à quatre à Versailles, Madrid a récemment siégé au troisième sommet des pays du sud de l'Europe, aux côtés de la France. Le défi est de renouer avec un projet social proche des citoyens qui redonne un élan à l'Europe.

\*\*\*\*\*